

**COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et  
Maternités de Proximité**

Siège social : Hôtel de Ville – 12400 ST AFFRIQUE

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00017

Site : <http://www.coordination-nationale.org>

Contact : [postmaster@coordination-nationale.org](mailto:postmaster@coordination-nationale.org)



Bilan du rassemblement national du 20 mai 2008 devant les Bluets  
« Pour le service public hospitalier présent et amélioré, partout sur le territoire »

- I. Liste des soutiens
- II. Déclaration de la CN lue en introduction de la Conférence
- III. Propositions
- IV. Rapide bilan de l'audition à l'Assemblée Nationale

**I. 1- Soutiens syndicaux, associatifs et politiques**

**Coordination nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité  
Convergence des Collectifs de Défense et de Promotion des Services Publics**

**Syndicats** : AMUHF National (Patrick PELLOUX) - CGT Santé National (Nadine PRIGENT) - FSU National (Élizabeth LABAYE) - Solidaires National (Annick COUPÉ) - Sud Santé National (Fabienne BINOT)

et CFDT - notamment Bretagne, USP...

**Mouvements politiques** : Alternatifs National - Collectifs Antilibéraux National - LCR National - MRC National - PCF National (Isabelle LORAND, Guy FISCHER vice président Sénat) - PRS national - PS personnalités (Alain FAUCONNIER, Christian PAUL, Véronique LOUIS...)

**Mouvements associatifs** : ACT - APVF (Martin MALVY) - ATTAC - Associations Solidaires de l'Yonne, CADAC - CNDF - CDSP Paris & IDF - EGSAM - Espace Recherche Santé - Résistance Sociale - La Santé n'est pas une marchandise - UFAL (Bernard TEPER)...

De nombreux **militants** du Collectif contre les Franchises et pour l'Accès aux soins

I. 2- De **nombreux organes de presse** avaient annoncé ou étaient présents ou représentés : AFP-France Info, Fil d'Agence, Dossiers de l'Obstétrique, Humanité Dimanche, Humanité, Rouge, Journal du Centre, Ouest France, FR3 Bourgogne, FR3 Bretagne, Clara Magazine, Globule Rouge, Politis, Nouvel Observateur, Politis, Est Républicain, Infomedia, Indymedia, Elunet.org, LePost.fr, ResistanceSociale.fr, et Viva...

I. 3- Soutiens des **Comités et groupes locaux de la Coordination** avec de nombreuses représentations à Paris  
Alès - Ambert - Arcachon - Aubagne - Aubenas - Auch - Belley - Carhaix - Cerbère - Champagnole & St Claude - Chaumont & Langres - Chatillon sur Seine - Clamecy - Cognac - Creil - Die - Douarnenez - Hennebont - Gérardmer - Gisors - Granville - Ivry - Lézignan Corbières - Lizieux - Loudéac - Lourdes - Luçon - Lure & Luxeuil - Mauriac - Millau - Moissac - Montluçon - Morzine & Aulps & Chablais - Pertuis - Pithiviers - Royan - Ruffec - St Affrique - Tarare - Thouars - Valréas - Vouziers...

I.4- **Mouvements en lutte ou mobilisés** à la même période

Ancenis - Bordeaux - Brest - Cosnes sur Loire - Concarneau - Gap - Guéret - Haute Garonne - Laval - Le Havre - Montbéliard Belfort - Paris Bluets et autres - Redon...

**II. Texte introductif et propositions de la CN**

Le Service public de santé, comme tous les Services Publics, connaît une destruction sans précédent :

- dans son principe : service équitable et accessible pour toutes et tous sur tout le territoire, accès au moindre coût, solidarité...
- dans sa réalité : les restructurations en cours depuis de nombreuses années sont en fait des déstructurations avec fermetures de sites ou de services, et des conséquences de désertification accélérée de la totalité de leurs territoires

Pire, depuis 2007 nous constatons une accélération de cet affaiblissement de notre secteur public de santé, à la suite des plans 2007 & 2012 et des rapports Vallencien, Larcher... largement repris par Nicolas SARKOZY. Quand Madame BACHELOT dit qu'elle ne fermera rien ! elle se moque du monde :

- car les fermetures sont déjà très nombreuses
- et parce qu'elle joue sur les mots : fermer un service (urgences, maternité, chirurgie, cardiologie...) c'est de toute manière supprimer l'offre de soins dans sa plénitude et fragiliser la structure qui reste en place

### LA CASSE EST UNE RÉALITÉ

- on a fermé près de 100 000 lits depuis 1992, la France a désormais un taux moyen inférieur à celui de l'OCDE ! alors qu'on nous trompe en permanence en affirmant que nous sommes parmi les mieux dotés. Et si aujourd'hui on a tant besoin de lits pour personnes âgées ou soins de suite, pourquoi avoir fermé ceux-ci !
- on a fermé plus de 800 maternités depuis 1975. 7 ou 8 départements n'ont plus qu'une seule maternité aujourd'hui !!! avec des femmes très éloignées des centres et de leurs proches, avec des accouchements qui commencent à se produire n'importe où, sur la route, dans les urgences quand elles existent (3 à Lannemezan)... faisant fi de toute sécurité.
- plus de 350 sites ont disparu depuis 1992 (d'après l'introduction au rapport Larcher !)
- des centaines et centaines d'hôpitaux ont des services fermés ou condamnés. Si on suit le rapport Vallencien, les seuls plateaux techniques à supprimer concernaient plus de 110 hôpitaux, si on suit le rapport de la FHF, il y aurait près de 240 hôpitaux fragiles, si on écoute Nicolas SARKOZY, sur les 1000 établissements publics restants seuls environ 300 seraient viables !?

Ce qui est inacceptable car cela bafoue la démocratie, c'est que l'État ne respecte plus ses fondamentaux, en ne mettant pas au premier plan l'aménagement équitable du territoire, en ne suivant pas les décisions de justice (le Tribunal administratif de Pau par exemple pour Lannemezan) ou en les reconnaissant trop tard (Luçon...), et en ne respectant pas les Protocoles signés (Lure Luxeuil...) ou les SROS (Clamecy...) ou les promesses (Gérardmer, Pertuis...).

Aujourd'hui la fracture sanitaire s'accélère au détriment de tous les habitants, mais surtout au détriment des plus démunis et des plus éloignés des lieux de soin... Des patients ne consultent plus ou consultent moins, des patients attendent de plus en plus pour des rendez vous et soins dans des centres de plus en plus engorgés du fait des fermetures massives. Des patients, des proches et les personnels sont de plus en plus sur les routes dans des transferts coûteux, dangereux (accidents, perte de temps...), stupides économiquement et écologiquement !

### III. 1. Nos exigences communes

- Stopper la casse en cours et obtenir un moratoire : il faut stopper toutes les restructurations actuelles et faire le point, y compris sur celles déjà réalisées
- Exiger une vraie analyse des conséquences des fermetures, fusions, restructurations : pour les patients, leurs proches, le territoire... en tenant compte de tous les éléments : mises en danger, limitation d'accès à la prévention et aux soins, et perte de chance en résultant, transferts, surcharges, dépenses nouvelles...
- Demander que les besoins de santé (prévention, analyses, soins et grossesses, suivi...) redeviennent prioritaires dans toute politique de santé, et refuser que ce soit les difficultés financières avancées et notre mauvaise démographie médicale et paramédicale qui soient seuls retenus
- Exiger une démographie médicale et paramédicale adaptée : augmentation du numéris clausus et répartition sur le territoire en fonction des besoins
- Obtenir une vraie démocratie sanitaire, ne méprisant plus les usagers ni les personnels: ainsi Mme Bachelot n'a pas daigné répondre à notre demande de participation aux EGOS, Monsieur RADANNE conseiller santé de Monsieur Sarkozy a fait annuler la veille à 20h l'entrevue prévue le mardi 20 mai, alors que notre président était dans le train qui l'amenait à Paris pour cette entrevue...
- Cette démocratie sanitaire ne sera viable que si elle repose sur 4 piliers incontournables avec les mêmes droits délibératifs et exécutifs :
  - 1° les usagers : patients, proches...
  - 2° les personnels médicaux, paramédicaux, dans l'hôpital et alentours
  - 3° les élus locaux et régionaux

4° les représentants administratifs et des services de l'État

### **III. 2. Actions en cours et proposition de convergences**

1° La CN va prendre contact avec les Fédérations d'élus, les Présidents de groupes politiques à l'Assemblée, et les responsables santé des partis, et bien sûr avec les syndicats dont les militants sont nombreux dans nos comités.

2° La CN propose de faire converger nos mobilisations, et de promouvoir pour la rentrée un texte très clair pour la défense prioritaire de l'hôpital public, afin de contrer la future loi annoncée. Ce serait un premier pas avant d'autres mobilisations unitaires d'ampleur nationale.

### **IV. Compte Rendu rapide de l'audition à la Commission parlementaire sur l'offre de soins sur tout le territoire - Mardi 20 mai pendant une heure.**

Présents : Michel ANTONY Président et Franche Comté, Françoise NAY secrétaire et Ile de France, Simon CLAVURIER trésorier et Poitou Charente, Michèle FAURE membre du CA et Bretagne, Pierre CHEVALLIER membre du Bureau et Midi Pyrénées.

Nous avons remis un dossier à chaque membre de la Commission contenant notre texte sur le rapport Larcher, notre texte sur « Un hôpital de la naissance à la mort », notre partie du rapport européen DESC, notre Programme court, et notre grille concernant les dégâts des restructurations.

Devant seulement 3 personnes dont le président Christian PAUL et le rapporteur Marc BERNIER (les absents étaient excusés du fait de la journée parlementaire chargée et houleuse - loi sur les OGM) nous avons rappelé

- La nécessité absolue du moratoire et d'un vrai débat démocratique dont la Commission fait partie
- L'indispensable besoin de vraies analyses des dégâts des restructurations que nous sommes une des rares associations à avoir esquissés (grille d'analyse sur notre site et remis aux parlementaires)
- Le besoin de renverser l'idéologie dominante en mettant en avant les besoins réels de santé des personnes et des territoires concernés et non les offres de santé, le déficit budgétaire ou les problèmes de démographie médicale.
- Le refus du débat regroupement = sécurité, alors que ce n'est pas prouvé et qu'il est sûr au contraire que les regroupements sauvages, eux, = insécurité, dépenses superflues et inhumanité accélérée.
- L'importance de mettre toujours en avant l'aménagement du territoire, dans un cadre général contenant tous les services publics, et pas la santé seule, et sa réalité, et de se doter de moyens d'analyses faibles, notamment via les courbes isochrones, que nous avons montrées aux parlementaires.
- Et donc notre volonté de soutenir tous les réseaux de santé qui ont été préparés, analysés et proposés démocratiquement et qui sont complémentaires entre les sites concernés. Nous refusons absolument toutes les fusions-absorptions et les restructurations imposées.

Le 23/05/2008 - Amitié et solidarité du CA de la CN